

article de fond paru le 19 novembre 1956, dans ce journal.

Le très hon. M. St-Laurent: Cette affirmation est aussi ridicule.

M. Green: Oh! je sais que tout le monde se trompe sauf le premier ministre et son cabinet de surhommes. L'article de fond a pour titre: "Qu'Ottawa en prenne note: Les Nations Unies doivent faire face à la Russie; sinon, elles n'auront aucun avenir." Puis, le *Sun* cite un extrait du discours de sir Anthony Eden, dans lequel celui-ci a prononcé les paroles suivantes:

Le monde tend trop à persécuter les démocraties parce qu'on ne risque rien en le faisant, et à pardonner aux dictatures ou même à les excuser parce qu'on ne peut exercer sur elles aucune coercition.

Le *Sun* dit encore:

Comme tout cela est vrai!

Avec quelle ardeur les pays, grands et petits, ont sauté sur la Grande-Bretagne et la France. Et le Canada a donné le ton avec un optimisme béat...

A en juger d'après ce que les journalistes d'Ottawa écrivent, Ottawa est rempli de satisfaction à cause du rang éminent qu'il semble avoir atteint en fustigeant ses amis au lieu de les aider à se sauver eux-mêmes et à sauver le monde libre d'une grande conspiration russe.

Certes le Gouvernement canadien aurait pu au moins attendre. L'Australie a attendu au Conseil de sécurité. Elle s'est abstenue de voter. A l'Assemblée, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud se sont abstenues de voter, mais pas le Canada. Le Canada devait être au premier rang pour attaquer le Royaume-Uni et la France.

M. Ferguson: Descendez vos amis.

M. Green: En effet, le Gouvernement canadien a traité le Royaume-Uni et la France comme des agresseurs. Quand j'ai mentionné hier soir le vote que le Canada a donné avec la Russie et les États-Unis à l'Assemblée, le premier ministre a lancé ce mot venimeux: "Nous le ferions encore." Telle est son attitude aujourd'hui. Non seulement c'était son attitude il y a un mois, mais c'est l'attitude qu'il prend aujourd'hui, lui le premier ministre du Canada.

Il se trouve que des centaines de milliers de Canadiens ont eu affaire aux habitants du Royaume-Uni et de la France. Ils possèdent des connaissances sur ces deux pays et en savent personnellement beaucoup sur les gens de ces deux pays. Ils savent qu'aucun pays n'a plus fait que ces deux pays pour sauvegarder notre mode de vie. Pendant la première guerre, à Verdun, des centaines de milliers de jeunes Français ont donné leur vie. A la bataille de la Somme, la fine fleur de la jeunesse du Royaume-Uni a été fauchée afin de préserver le régime

[M. Green.]

démocratique. Pendant la seconde guerre mondiale, la France et le Royaume-Uni se sont élevés contre l'agresseur, alors que d'autres nations, qui parlent beaucoup de nos jours, ne se sentaient pas suffisamment intéressées pour en faire autant.

La France et l'Angleterre ont fait front aux agresseurs. La France malheureusement fut abattue et vécut de longues années sous la botte nazie. Le Royaume-Uni et les autres pays du Commonwealth demeurèrent seuls pendant une année entière, de juin 1940 à l'été 1941, alors que la Russie dut entrer de force dans la guerre. Ils demeurèrent seuls et ont sauvé la civilisation. Le peuple canadien sait, même si le premier ministre ne le sait pas, que le Royaume-Uni et la France n'ont jamais été des agresseurs, et ne le sont pas en l'occurrence. Et pourtant hier le premier ministre a eu l'audace de comparer les actes du Royaume-Uni et de la France à ceux de la Russie en Hongrie!

Le très hon. M. St-Laurent: Monsieur l'Orateur, je proteste...

Des voix: Asseyez-vous!

Le très hon. M. St-Laurent: Je m'élève contre cette déclaration; c'est une interprétation parfaitement fautive de ce qui constitue le compte rendu officiel des débats de la Chambre. Celui qui veut demeurer un gentilhomme ne peut se permettre de fausser ainsi ce qui a été dit.

M. Green: Le premier ministre cherche encore une fois à empêcher la libre discussion à la Chambre (*Exclamations*).

Le très hon. M. St-Laurent: Si c'est ainsi que l'honorable député conçoit la liberté de parole, je dois dire que je ne suis pas d'accord.

Des voix: Asseyez-vous!

L'hon. M. Rowe: La parole est à l'honorable député de Vancouver-Quadra!

M. l'Orateur: La parole est à l'honorable député de Vancouver-Quadra.

M. Green: En réalité, par leur action, la France et le Royaume-Uni, parfaitement conscients, j'en suis sûr, des risques à courir, ont empêché que le Moyen-Orient soit dominé par la Russie et prévenu, par conséquent, une guerre de première grandeur. Les Nations Unies n'en auraient jamais été capables. Les Nations Unies ne prenaient aucune disposition pour régler cette situation. Maintenant que le Royaume-Uni, la France et Israël collaborent avec les Nations Unies, on s'en prend à eux parce qu'ils agissent ainsi. Je vais de nouveau donner lecture du premier paragraphe de l'amendement:

La Chambre regrette que les conseillers de Son Excellence: